



Le groupe de la Banque mondiale a adopté, le jeudi 5 juillet 2018 à Ouagadougou, son Cadre de partenariat (CPF) avec le Burkina Faso pour la période 2018-2023. Ce cadre va guider l'action de l'institution dans l'accompagnement du pays des Hommes intègres dans la mise en œuvre de son Plan national de développement économique et social (PNDES).

«Les objectifs du groupe de la Banque mondiale et ceux du Plan national de développement économique et social (PNDES) sont concordants. Ce cadre aidera le Burkina Faso à accélérer la transformation structurelle de son économie afin de créer des emplois productifs et à relever ses défis de développement», a laissé entendre le directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Togo, Pierre Laporte. Les propos du directeur des opérations qui ont trait au Cadre de partenariat (CPF) avec le Burkina Faso pour la période 2018-2023 adopté, le jeudi 5 juillet 2018, à Ouagadougou. Cet accompagnement prévoit, au cours des six prochaines années, à la création d'emplois, l'accélération de la croissance, le renforcement des investissements dans le capital humain et le développement de la protection sociale. De l'avis du responsable des programmes de la Banque mondiale pour le Burkina Faso, Cheick F. Kanté, ce partenariat est le fruit de larges consultations auprès des secteurs public et privé, de la société civile, y compris des jeunes, des femmes et des partenaires au développement. Et de soutenir que le CPF entend aussi aider le Burkina à renforcer la gouvernance économique et la participation citoyenne. «Lors de la table ronde sur le financement du PNDES à Paris en décembre 2016, le groupe de la Banque mondiale avait pris l'engagement d'accompagner le Burkina Faso dans la mise en œuvre de son plan de développement ambitieux. À ce jour, ce sont plus de 800 millions de dollars qui ont été alloués au pays. Au total, grâce à ce nouveau cadre, plus de 2000 millions de dollars en dons et crédits concessionnels seront injectés dans l'économie burkinabè, avec notamment un financement record de 300 millions de dollars récemment alloué au secteur stratégique de l'eau et de l'assainissement», a-t-il expliqué.

Réduire la pauvreté

Pour rappel, le CPF s'organise autour de l'intervention coordonnée de toutes les institutions du groupe de la Banque mondiale. L'Association internationale de développement (IDA) apporte les financements nécessaires. La Société financière internationale (IFC) sert de levier pour attirer le secteur privé et l'Agence multilatérale pour la garantie des investissements (MIGA) qui va se charger de promouvoir l'investissement direct étranger. En effet, l'IDA est l'institution de la Banque mondiale fondée en 1960 qui aide les pays les plus pauvres de la planète. Elle accorde des dons et des prêts à faible taux d'intérêt ou sans intérêt en faveur de projets et de programmes de nature à stimuler la croissance économique, à réduire la pauvreté et à améliorer la vie des plus démunis. L'organisation figure parmi les principaux bailleurs de fonds des 75 pays les plus pauvres de la planète dont 39 se trouvent en Afrique. Ses ressources permettent d'apporter des changements positifs dans la vie de 1,5 milliard de personnes résidant dans les pays éligibles à son aide. Depuis sa création, l'IDA a soutenu des activités dans 113 pays. Le volume annuel des engagements est en constante augmentation et s'est élevé en moyenne à 18 milliards de dollars au cours des trois dernières années. Environ 54 % de ce montant sont destinés à l'Afrique.

Paténéma Oumar OUEDRAOGO

Sidwaya